

## Le dossier du chômage (avril 2011)

### 1 - Entrées et sorties à Pôle emploi en 2009

Après treize trimestres consécutifs de baisse depuis 2005, dans un contexte de grave crise économique et financière, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C<sup>1</sup> en fin de mois a connu en 2009 la plus forte augmentation depuis 25 ans : + 593 400, s'ajoutant à celle du second semestre 2008 : + 199 700. 2010 a augmenté ce stock de fin de mois de 201 800 unités. Au total, la progression se porte en deux ans et demi à près d'un million en France métropolitaine.

L'étude sur l'ensemble de l'année 2009 montre l'importance des inscriptions masculines, si bien qu'il y a aujourd'hui autant d'hommes que de femmes concernés, phénomène qui n'avait pas été observé depuis 1985. La hausse de la demande d'emploi a affecté plus fortement les jeunes et les seniors. Le retournement conjoncturel a touché d'abord les ouvriers professionnels et qualifiés, puis s'est étendu à l'ensemble des qualifications.

### Répartition par qualification en décembre 2009

Niveau de qualification	Effectif en décembre 2009	Structure en décembre 2009 (en %)
Total A+B+C	3 849 200	100
Mancœuvres	107 800	2,8
Ouvriers professionnels	296 400	7,7
Ouvriers qualifiés	500 400	13
Employés non qualifiés	762 100	19,8
Employés qualifiés	1 589 700	41,3
Agents de maîtrise, techniciens	327 200	8,5
Cadres	246 300	6,4

Au cours de l'année 2009, le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an d'inscription) a augmenté de 26,7 % (à 1 384 300 en fin décembre 2009), les demandeurs d'emploi de très longue durée (au moins 24 mois) de 14,6 % (à 620 600 en fin décembre 2009).

La hausse du stock de fin d'année des demandeurs d'emploi est le résultat d'un double mouvement : forte progression des entrées (6 020 000), moindre progression des sorties (5 355 000).

---

<sup>1</sup> Rappel : catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; Catégorie B : activité réduite de 78 heures ou moins au cours du mois ; Catégorie C : activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois.

## Les entrées et les sorties

	2007	2009	Variation relative entre 2007 et 2009
<b>Entrées cumulées</b>	5 352 000	6 020 000	+ 668 000
Fin de CDD	1 351 000	1 481 100	+ 130 100
Fins de mission d'intérim	468 800	449 300	- 19 500
Licenciements économiques	197 400	265 500	+ 68 100
Autres licenciements	704 100	643 400	- 60 700
Démissions	270 700	225 300	- 45 400
Premières entrées sur le marché du travail	361 400	402 700	+ 41 300
Reprises d'activité	346 800	472 300	+ 55 900
Autre cas dont suites de ruptures conventionnelles	1 652 100	2 081 000	428 900
<b>Sorties cumulées</b>	5 570 000	5 182 000	- 388 000
Reprises d'emploi	2 823 000	2 380 800	- 442 200
Formations	547 400	539 600	- 7 800
Retraites, dispenses de recherche d'emploi	165 600	99 600	- 66 000
Arrêts temporaires de recherche	441 200	411 500	- 29 700
Non-renouvellements volontaires de recherche	161 600	175 900	+ 14 300
Non-renouvellements accidentels de la demande, non suivis de réinscription	303 200	429 100	+ 125 900
Défaut d'actualisation suivis de réinscription	770 900	971 000	+ 200 100
Radiations administratives	127 800	97 700	- 30 100
Autres situations diverses (décès ; prison, déménagement, refus, etc)	229 400	250 400	+ 21 000
<b>Ecart entre entrées et sorties cumulées</b>	- 217 800	+ 665 400	883 200

Ce tableau a l'intérêt de montrer que le résultat final – des entrées cumulées supérieures aux sorties cumulées de 883 200 – est l'aboutissement d'une grande variété de mouvements, donc de situations.

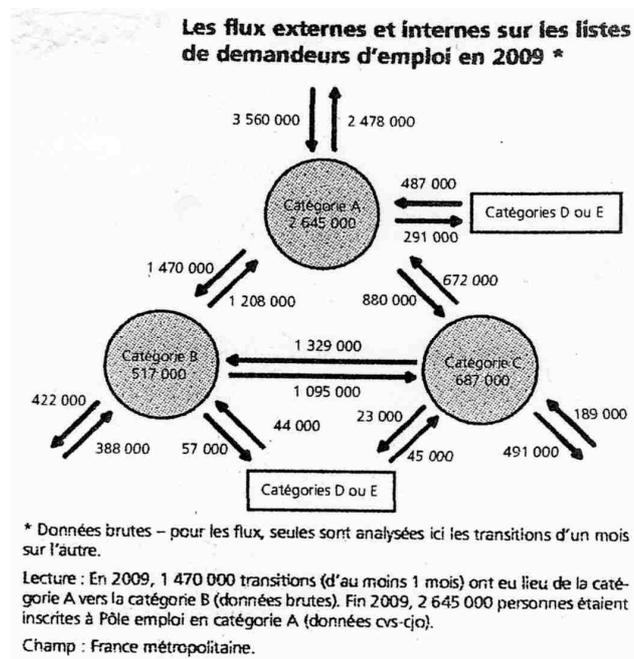
Forte augmentation des licenciements économiques, des « autres situations diverses », des fins de CDD en structure dans les entrées comparées entre 2009 et 2007, ce qui marque la grave dégradation du marché du travail ; la pression des premières entrées et des reprises d'activité progresse. La moindre activité de l'intérim se traduit par moins de sorties. Comme cela se produit en période de hausse du chômage, il y a moins de démissions et moins d'autres formes de licenciements.

Davantage de sorties, tant dans les défauts accidentels d'actualisation des inscriptions, suivis de réinscription, que dans les non-renouvellements volontaires ou accidentels (marque de découragement de non-indemnisés). Les entrées en formation baissent, ainsi que les radiations administratives (par exemple pour absence à la convocation à un entretien), signe du débordement du personnel de Pôle emploi par les flux à gérer. La restriction des conditions d'accès à la dispense de recherche d'emploi se traduit dans la baisse des retraites et dispenses de recherche d'emploi. Mais l'essentiel se trouve dans la forte chute des reprises d'emploi.

Un mot des inscrits en catégories D et E. En fin 2009, 235 100 demandeurs d'emplois étaient en catégorie D, car en congé maladie, ou en formation, surtout en congé de reclassement personnalisé (CRP) ou en contrat de transition professionnelle (CTP) ; 153 200 sont entrés en 2009 dans ces deux derniers dispositifs. Sont en catégorie E, en fin 2009, 294 400 demandeurs d'emploi (dont 135 000 créateurs d'entreprises, 114 000 contrats aidés en secteur non-marchand, et 20 000 contrats aidés en secteur marchand).

L'étude de Pôle emploi-Dares examine en effet les mouvements entre catégories de demandeurs d'emploi qui, demeurant inscrits à Pôle emploi, ont changé de situation : exercice d'une activité réduite de plus ou moins 78 heures, passage en catégorie D ou E, retour en catégorie A après fin de situation qui n'a pas débouché sur le retour à l'emploi définitif.

Un graphique est très significatif de ces mouvements de transitions :



En 2009, 1 880 000 demandeurs d'emploi ont arrêté une activité réduite et sont donc revenus en catégorie A. Si bien que seulement 62 % des inscriptions en catégorie A (3 660 000) concernent des personnes qui n'étaient pas auparavant inscrites à Pôle emploi. De même 53 % des sorties de la catégorie A vont vers les catégories B et C à activités réduites (44 %) ou D et E (9 %). 70 % des demandeurs d'emploi qui ont arrêté d'exercer une activité réduite sont restés inscrits sur les listes. Seulement 20 % des entrées en catégories B et C étaient en 2009 des entrées directes, la très grande majorité correspondant à des transitions de la catégorie A. Lorsqu'on évoque l'activité de recherche d'emploi des chômeurs, il ne faut jamais oublier l'ampleur de ces mouvements avec des activités réduites ou d'autres situations intermédiaires. Elles témoignent des efforts faits par les demandeurs d'emploi, aidés par les conseillers de Pôle emploi, pour se saisir de toutes opportunités disponibles pour se rapprocher d'une activité pérenne.

## Taux de chômage au sens du BIT à la fin 2010

L'indicateur calculé par l'INSEE, en s'appuyant sur de l'enquête emploi, donne la proportion de la population active en France métropolitaine, qui est au chômage au sens du BIT; il s'agit des personnes qui de 15 ans ou plus, n'ayant pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine d'enquête et qui est disponible pour travailler dans les deux semaines.

Le taux de chômage était à la fin 2010 de 9,6 % de la population active (en emploi ou en chômage), soit 2,6 millions de personnes.

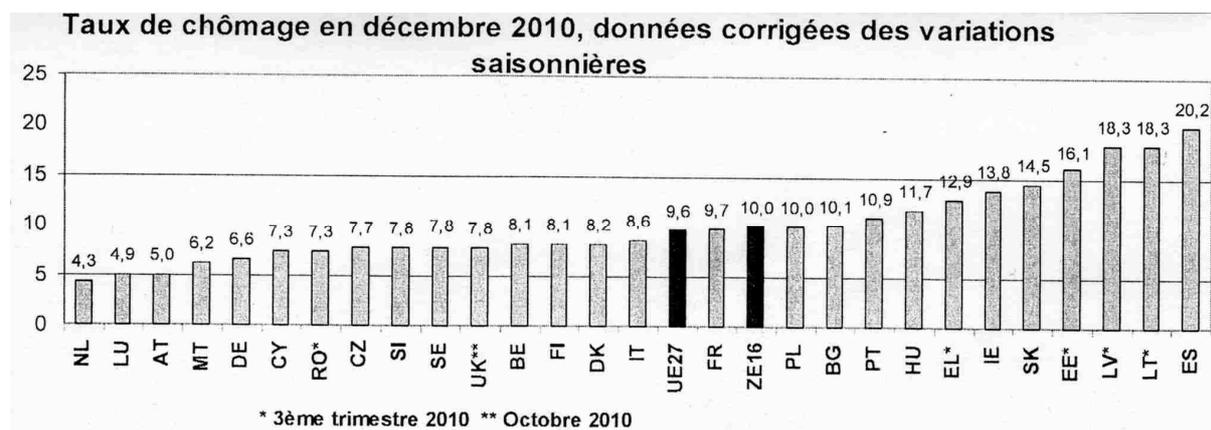
	Fin 2010	Fin 2007	Fin 2000	Fin 1990	Fin 1980
Taux de chômage	9,6 %	7,3 %	8,9 %	8,9 %	6,8%

A cette donnée, il convient immédiatement d'en ajouter une autre : en France métropolitaine, 3,4 millions de personnes ne travaillent pas, mais souhaiteraient travailler, qu'elles soient ou non disponibles dans les deux semaines pour travailler et qu'elles recherchent ou non un emploi.

63,7 % des 15-64 ans étaient en emploi (25,57 millions) représentant 23,85 millions d'emploi à plein temps.

6% des personnes en emploi (1 538 000) étaient en sous-emploi. Le temps partiel subi concerne 5,2% des personnes en emploi, le chômage partiel 0,8 %.

Plus de 23 millions d'européens de l'UE 27 étaient au chômage en décembre 2010 : le taux de chômage est à 9,6% dans l'union européenne des 27, à 9,4 % aux Etats-Unis, à 6,2 % selon le BIT dans le monde, et 4,9 % au Japon. Les économies développées et l'Union européenne, qui représentent 15 % de la population active mondiale, ont concentré 55 % de la hausse totale du chômage. La France est à la moyenne de l'UE 27, derrière 16 pays européens dont le taux évolue entre 4,3 % et 8,6 %, dont l'Allemagne à 6,6 % !



### 3 - Le marché du travail vu du Pôle emploi

Chaque mois des statistiques tombent sur les demandeurs d'emploi : responsables politiques et journalistes ne manquent de citer les moindres frémissements d'un mois sur l'autre, signes positifs ou négatifs de la situation du marché de l'emploi. Il est plus intéressant de prendre les chiffres de fin décembre 2010, qui permettent de donner des repères sur les principaux indicateurs en les situant par comparaison avec décembre 2007, point bas d'avant la crise financière, et avec décembre 2000, il y a dix ans. C'est l'objet du tableau ci-dessous qui s'efforce de rapprocher des données comparables. La photographie de fin de mois saisit des catégories en mouvement par le jeu respectif des entrées et des sorties de demandeurs d'emploi : ce sont environ 6 millions de nos concitoyens qui s'inscrivent au moins une fois au Pôle emploi dans l'année.

Ce sont les ordres de grandeur qui, ici, comptent. Plus de 4 millions de demandeurs d'emploi en fin de mois, soit plus de 500 000 par rapport à 2000 et près d'un million de plus qu'en 2007. Cet afflux déborde sans conteste le personnel de Pôle emploi, qui n'a guère que 250 000 offres dans son portefeuille, surtout sous forme de CDD ; heureusement, des demandeurs d'emploi saisissent les opportunités qui peuvent se présenter dans leur environnement relationnel, ce qui limite la progression du stock : signe des difficultés présentes, la forte progression des chômeurs chez les jeunes et les plus de cinquante ans, et celle du chômage de longue durée (1 million de plus depuis 2007). Chacun pourra s'attarder sur tel indicateur, comme celui des dispensés de recherche d'emploi (forme de préretraite imposée) ou des départs sur la pointe des pieds par défaut d'actualisation qu'il s'agisse d'un retour à l'emploi ou d'un retrait par découragement, dès lors qu'il n'y a pas d'indemnisation à la clé.

Le marché du travail vu du Pôle emploi - décembre 2010 (France hors DOM)			
	dec-10	déc-07	déc-00
<b>Inscrits à Pôle emploi</b> Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 725 200	2 015 300	2 496 700
inscrits à Pôle emploi Catégorie B (en activité réduite courte : - de 78 h dans le mois)	544 100	453 600	392 700
Inscrits à Pôle Emploi Catégorie C (en activité réduite longue : + de 78 h dans le mois)	782 400	608 000	609 300
Inscrit à Pôle emploi (Catégories A+B+C)	4 051 700	3 076 900	3 498 700
DE de moins de 25 ans (A+B+C)	630 000	331 300	347 200
DE de 50 ans et plus (A+B+C)	757 000	285 300	354 900
<b>Dispensés de recherche d'emploi indemnisés</b>	276 400	382 700	347 100
<b>DE inscrits depuis plus d'un an (A+B+C)</b>	1 523 400	502 300	721 400
DE inscrits depuis plus de trois ans (A+B+C)	346 000	109 800	181 900
Durée moyenne des sortants en jours d'inscription	225	214	275
<b>Part des DE et dispensés de recherche d'emploi indemnisés (toutes catégories)</b>	60%	59,50%	54,40%
dont par le régime de solidarité nationale	9,90%	11,80%	11,80%
<b>Entrées à Pôle Emploi dans le mois</b>	512 400	365 900	326 400
dont fins de CDD	120 400	92 200	91 100
dont fins d'intérim	28 900	34 300	25 400
dont licenciement économiques	15 500	12 600	15 000
dont licenciements	42 400	47 900	36 200
dont premières entrées	28 300	24 500	29 000
<b>Offres d'emploi collectées par Pôle Emploi</b>	250 600	314 100	181 770
dont durables (plus de 6 mois)	103 800	105 841	89 991
dont temporaires (1 à 6 mois)	108 800	84 512	60 946
dont occasionnelles (moins d'un mois)	38 000	38 337	30 833
<b>Offres d'emplois satisfaites</b>	210 200	274 668	190 963
<b>Sorties de Pôle emploi</b>	451 700	375 000	333 900
pour défaut d'actualisation	187 200	136 279	117 402
reprises d'emploi déclarées	89 800	88 200	98 300
Radiations administratives	44 600	41 115	17 637
Entrées en stage	35 900	26 100	27 100
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite, dispenses de recherche d'emploi)	39 300	27 573	28 194